

1

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES

**Arrêté interministériel du 3 Rabie El Aouel 1432
correspondant au 6 février 2011 relatif aux
procédures applicables en matière d'instruction
et de délivrance du permis de construire des
ouvrages d'énergie électrique et gazière.**

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales,

Le ministre de l'énergie et des mines,

Le ministre de l'habitat et de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 90-08 du 7 avril 1990, complétée, relative à la commune ;

Vu la loi n° 90-09 du 7 avril 1990, complétée, relative à la wilaya ;

Vu la loi n° 90-29 du 1er décembre 1990, modifiée et complétée, relative à l'aménagement et à l'urbanisme ;

Vu la loi n° 02-01 du 22 Dhou El Kaada 1422 correspondant au 5 février 2002 relative à l'électricité et à la distribution du gaz par canalisation ;

Vu la loi n° 08-15 du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 fixant les règles de mise en conformité des constructions et leur achèvement ;

Vu le décret n° 84-105 du 12 mai 1984 portant institution d'un périmètre de protection des installations et infrastructures ;

Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 91-176 du 28 mai 1991, modifié et complété, fixant les modalités d'instruction et de délivrance du certificat d'urbanisme, du permis de lotir, du certificat de morcellement, du permis de construire, du certificat de conformité et du permis de démolir, notamment son article 1er ;

Vu le décret exécutif n° 94-247 du 2 Rabie El Aouel 1415 correspondant au 10 août 1994 fixant les attributions du ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;

Vu le décret exécutif n° 04-392 du 18 Chaoual 1425 correspondant au 1er décembre 2004 relatif à la permission de voirie ;

Vu le décret exécutif n° 06-198 du 4 Joumada El Oula 1427 correspondant au 31 mai 2006 définissant la réglementation applicable aux établissements classés pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret exécutif n° 06-430 du 5 Dhou El Kaada 1427 correspondant au 26 novembre 2006 fixant les règles techniques de conception, d'exploitation et d'entretien du réseau de transport de l'électricité ;

Vu le décret exécutif n° 06-431 du 5 Dhou El Kaada 1427 correspondant au 26 novembre 2006 fixant les règles techniques de conception, d'exploitation et d'entretien du réseau de transport du gaz ;

Vu le décret exécutif n° 07-144 du 2 Joumada El Oula 1428 correspondant au 19 mai 2007 fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret exécutif n° 07-145 du 2 Joumada El Oula 1428 correspondant au 19 mai 2007 déterminant le champ d'application, le contenu et les modalités d'approbation des études et des notices d'impact sur l'environnement ;

Vu le décret exécutif n° 07-266 du 27 Chaâbane 1428 correspondant au 9 septembre 2007 fixant les attributions du ministre de l'énergie et des mines ;

Vu le décret exécutif n° 08-189 du 27 Joumada Ethania 1429 correspondant au 1er juillet 2008 fixant les attributions du ministre de l'habitat et de l'urbanisme ;

Vu le décret exécutif n° 10-138 du 28 Joumada El Oula 1431 correspondant au 13 mai 2010 fixant les règles techniques de conception, d'exploitation et d'entretien des réseaux de distribution de l'électricité et du gaz ;

Vu l'arrêté interministériel du 13 Chaâbane 1419 correspondant au 2 décembre 1998 portant approbation du règlement technique et de sécurité des ouvrages de distribution d'énergie électrique ;

Vu l'arrêté interministériel du Aouel Rabie Ethani 1420 correspondant au 14 juillet 1999 portant approbation du règlement technique et de sécurité des ouvrages de distribution publique du gaz ;

Arrêtent :

CHAPITRE 1er

OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Article 1er. — En application des alinéas 2 et 3 de l'article 1er du décret exécutif n° 91-176 du 28 mai 1991, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté a pour objet de définir les procédures applicables en matière d'instruction et de délivrance du permis de construire des ouvrages d'énergie électrique et gazière régis par la loi n° 02-01 du 5 février 2002, susvisée.

Art. 2. — Au sens du présent arrêté, on entend par :

— **ouvrage d'énergie électrique et/ou gazière** : tout ouvrage de production, de transport ou de distribution d'énergie électrique et/ou de distribution de gaz par canalisation ;

— **ouvrage de production d'énergie électrique** : toute installation de production d'électricité quelle que soit son origine (thermique, hydraulique,...) ou le procédé technique utilisé pour son obtention (solaire, éolien, géothermique, nucléaire,...) ;

— **ouvrage de transport d'énergie électrique** : tout ou partie du réseau de transport de l'électricité ou de ligne directe d'électricité tels que définis à l'article 2 de la loi n° 02-01 du 5 février 2002, susvisée ;

— **ouvrage de distribution d'énergie électrique** : tout ou partie du réseau de distribution de l'électricité ou de ligne directe d'électricité tels que définis à l'article 2 de la loi n° 02-01 du 5 février 2002, susvisée ;

— **ouvrages de transport du gaz** : (pour l'alimentation du réseau national) tout ou partie du réseau de transport du gaz par canalisation ou de canalisations directes de transport du gaz tels que définis à l'article 2 de la loi n° 02-01 du 5 février 2002, susvisée ;

— **ouvrage de distribution de gaz par canalisation** : tout ou partie du réseau de distribution du gaz ou de la canalisation directe de distribution du gaz tels que définis à l'article 2 de la loi n° 02-01 du 5 février 2002, susvisée ;

— **station de gaz de pétrole liquéfié** : moyen de stockage du gaz de pétrole liquéfié (GPL) destiné à la distribution du gaz par canalisation ;

— **station de compression de gaz naturel** : toute installation industrielle qui comprime le gaz naturel afin d'optimiser la circulation des flux dans les canalisations de transport.

CHAPITRE 2

PROCEDURE D'INSTRUCTION ET DE DELIVRANCE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

Art. 3. — Toute construction, transformation de construction d'un ouvrage d'énergie électrique ou gazière est subordonnée à la possession du permis de construire, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, notamment l'article 52 de la loi n° 90-29 du 1er décembre 1990, et les articles 33 et 35 du décret exécutif n° 91-176 du 28 mai 1991, susvisés.

Art. 4. — Les modalités d'instruction et de délivrance du permis de construire pour un ouvrage d'énergie électrique ou gazière sont celles prévues par le décret exécutif n° 91-176 du 28 mai 1991, susvisé, et par les dispositions du présent arrêté.

Les pièces constitutives de la demande de permis de construire définies aux articles 6 à 11 du présent arrêté doivent être établies et visées conformément aux dispositions de la législation et de la réglementation en vigueur.

Art. 5. — Lorsque la construction de l'ouvrage nécessite une expropriation, l'établissement de servitudes d'utilité publique ou le bénéfice de l'occupation de terrains et droits annexes, le dossier de demande correspondant est adressé au wali territorialement compétent, à défaut d'accord amiable entre l'opérateur et les personnes concernées.

Dans ce cas, le wali délivre, dans les conditions et formes prévues par les lois et règlements en vigueur et dans les délais fixés, les arrêtés y afférents.

Art. 6. — La demande du permis de construire doit être formulée et signée par le propriétaire ou l'opérateur ou son mandataire, conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 7. — Pour les ouvrages de production d'électricité, la demande de permis de construire est accompagnée d'un dossier comprenant les pièces suivantes :

— une autorisation d'exploiter, préalable à toute construction, délivrée par la commission de l'électricité et du gaz (CREG), conformément à la réglementation en vigueur ;

— un extrait de la carte à l'échelle 1/50000e ou 1/200.000e de la région où doit être implanté l'ouvrage ;

— un plan sommaire des lieux et des ouvrages projetés sur lequel seront indiqués les servitudes éventuelles, les ouvrages industriels ou autres ouvrages avoisinant le projet à l'échelle 1/2000e ou 1/5000e ;

— un mémoire descriptif indiquant les dispositions principales des ouvrages les plus importants et les justificatifs techniques ;

— plan de masse de construction et d'aménagement à l'échelle 1/200e ou 1/500e ;

— plans à l'échelle 1/50e de distributions intérieures des différents niveaux de construction ;

— une fiche technique ;

— l'acte de propriété ou la décision d'affectation du terrain ;

— l'étude d'impact sur l'environnement, visée et approuvée par les services compétents du ministère chargé de l'environnement ;

— l'étude de danger, visée et approuvée par les services de la protection civile territorialement compétents.

Art. 8. — Pour les ouvrages de transport d'énergie électrique, la demande de permis de construire est accompagnée d'un dossier comprenant, selon le cas, les pièces suivantes :

Pour les lignes aériennes et souterraines HT haute tension de transport de l'électricité :

— un mémoire descriptif précisant les caractéristiques de l'ouvrage ;

— un plan de tracé des lignes électriques sur carte à l'échelle appropriée (de 1/50 000e pour les lignes aériennes et de 1/10 000e pour les lignes souterraines, et de 1/200 000e pour les lignes aériennes pour les régions du Sud), ainsi que la liste des wilayas traversées ;

— une fiche technique ;

— les documents de piquetage : profil en long et carnet de piquetage ;

— un plan de traversée des infrastructures (oued, route, voie ferrée, etc...) ;

— le plan planimétrique à l'échelle 1/2000e le long de l'axe de l'ouvrage sur une largeur de 50m de part et d'autre, élaboré par un géomètre expert agréé, conformément à la réglementation en vigueur ;

— arrêté de servitude ou tout document en tenant lieu (récépissé de dépôt de dossier de servitude ou acte déclaratif d'utilité publique), à défaut d'accord amiable avec les propriétaires, affectataires et autres ayants droit ;

— l'étude ou la notice d'impact sur l'environnement, selon le cas.

Pour les postes électriques (postes de transformation et postes d'interconnexion) :

— un plan de situation ;

— une fiche technique ;

— un mémoire descriptif ;

— un plan de masse ;

— un schéma unifilaire ;

— le plan des bâtiments et des logements d'exploitation ;

— un plan d'assainissement ;

— le dossier de génie civil ;

— le procès-verbal de choix de terrain ;

— l'acte d'affectation, d'attribution, d'acquisition ou éventuellement une copie de l'arrêté d'expropriation ;

— un plan définissant les limites du périmètre de protection, conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 9. — Pour les ouvrages de distribution d'énergie électrique (lignes électriques et postes de transformation), la demande de permis de construire est accompagnée d'un dossier comprenant les pièces suivantes :

Pour les lignes électriques :

— un mémoire descriptif ;

— un plan de situation ;

— un plan de masse à l'échelle appropriée ;

— un plan de tracé ;

— un carnet de piquetage.

Pour les postes électriques :

— un mémoire descriptif ;

- un plan de situation ;
- un plan de masse à l'échelle appropriée ;
- un schéma unifilaire.

Les modalités définies dans le présent article ne s'appliquent pas aux ouvrages de distribution d'énergie électrique contenus dans les programmes d'électrification initiés par l'Etat, qui sont soumis à la procédure spéciale décrite dans les articles 16, 17, 18, 19 et 20 du présent arrêté.

Art. 10. — Pour les ouvrages de transport du gaz pour le marché national, la demande de permis de construire concernant les canalisations et/ou les ouvrages annexes (postes de détente et autres) de gaz en haute pression est accompagnée d'un dossier comprenant les pièces suivantes :

- un mémoire descriptif précisant les caractéristiques de l'ouvrage ;
- la carte générale du tracé ;
- un plan de tracé des canalisations de gaz sur carte à l'échelle de 1/50 000e pour le nord et 1/100 000e ou 1/200 000e pour le sud, ainsi que la liste des wilayas traversées ;
- une fiche technique ;
- une vue en plan ;
- un profil en long ;
- les plans de traversée (oued, route, voie ferrée, etc...) ;
- le schéma représentatif de la consistance de l'ouvrage ;
- le plan de situation des ouvrages annexes ;
- le plan parcellaire des propriétés traversées ;
- le schéma d'installation du système de sécurité dans le cas où il existe ;
- un plan définissant les limites du périmètre de protection, conformément à la réglementation en vigueur ;
- l'arrêté de servitude ou tout document en tenant lieu tel que récépissé de dépôt de dossier servitude ou acte déclaratif d'utilité publique, à défaut d'accord amiable avec les propriétaires, affectataires et autres ayants droit ;
- l'étude d'impact sur l'environnement pour les ouvrages et installations qui y sont assujettis ;
- l'étude de danger, s'il y a lieu.

Art. 11. — Pour les ouvrages de distribution du gaz par canalisation et ouvrages annexes, la demande de permis de construire doit être accompagnée d'un dossier comprenant les pièces suivantes :

- un plan du réseau indiquant le tracé de la (des) canalisation(s) ;
- une fiche des caractéristiques techniques du réseau.

Art. 12. — La demande de permis de construire relative à une station fixe de compression de gaz ou à une station de gaz de pétrole liquéfié est accompagnée d'un dossier comprenant, selon le cas, les pièces suivantes :

Pour la station de compression de gaz et la station de gaz de pétrole liquéfié :

- un plan de situation ;
- un plan de masse ;
- une fiche technique ;
- les plans détaillés des tuyauteries et des installations électriques ;
- la description des systèmes de sécurité ;
- le plan des bâtiments et des logements d'exploitation ;
- le plan d'assainissement ;
- l'acte d'affectation, d'attribution, d'acquisition ou éventuellement une copie de l'arrêté d'expropriation ;
- un plan définissant les limites du périmètre de protection, conformément à la réglementation en vigueur ;
- l'étude d'impact sur l'environnement, visée et approuvée par les services compétents du ministère chargé de l'environnement ;
- l'étude de danger, visée et approuvée par les services de la protection civile territorialement compétents ;
- un plan du réseau anti-incendie approuvé par les services de la protection civile territorialement compétents.

Pour la station de gaz de pétrole liquéfié, ce dossier comportera en outre :

- un plan des zones de sécurité.

Art. 13. — La demande de permis de construire et les dossiers qui l'accompagnent sont à adresser en huit (8) exemplaires au wali territorialement compétent du lieu d'implantation envisagé pour l'ouvrage.

Le wali saisi transmet la demande aux services de l'Etat chargés de l'urbanisme au niveau de la wilaya, pour instruction et consultation, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les services de l'Etat chargés de l'urbanisme recueillent les accords et avis auprès des administrations, des services et des organismes habilités dont la liste est fixée par voie réglementaire, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Lorsque l'ouvrage est susceptible de traverser le territoire de plusieurs wilayas, la procédure visée ci-dessus est appliquée simultanément au niveau de chaque wilaya concernée.

Le délai de validité du permis de construire est fixé à cinq (5) ans, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Art. 14. — Ne sont pas assujettis aux procédures d'instruction et de délivrance du permis de construire les travaux et interventions sur les réseaux de distribution portant sur :

- les modifications et les extensions sur les ouvrages existants ;
- les branchements simples ;
- toutes réalisations d'ouvrages dont l'emprise au sol est inférieure à deux mètres carrés (2 m²).

Art. 15. — Les travaux et autres interventions sur la voie publique (lignes moyenne tension, basse tension, conduites gaz moyenne pression et basse pression, etc...), donnent lieu à une permission de voirie délivrée par les services compétents de l'assemblée populaire communale territorialement compétente.

CHAPITRE 3

PROCEDURE SPECIALE APPLICABLE AUX PROGRAMMES INITIES PAR L'ETAT EN MATIERE D'ELECTRIFICATION, DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION DU GAZ

Art. 16. — La construction des ouvrages de distribution d'électricité et/ou de transport et de distribution du gaz par canalisation, entrant dans le cadre d'un programme de développement des réseaux d'électrification et de distribution publique du gaz par canalisation, est réalisée sur la base d'un permis de construire délivré par le wali concerné, dans les conditions définies ci-après.

Art. 17. — Une demande de permis de construire valable pour l'ensemble des ouvrages de distribution d'électricité, de transport et de distribution du gaz décidés pour la wilaya pour le programme concerné est adressée au wali territorialement compétent.

La demande est accompagnée :

- d'un plan de situation sur lequel tous les ouvrages à construire sont projetés ;
- d'un état des renseignements physiques et financiers relatifs aux ouvrages à construire.

Art. 18. — Le wali dispose d'un délai de quatre (4) mois pour instruire la demande. Le wali doit, soit délivrer le permis de construire, soit faire part de ses observations ou inviter le demandeur à apporter des modifications.

Lorsque le dossier de demande de permis de construire nécessite un complément de documents ou de renseignements faisant défaut ou de modifications requises, le délai de quatre (4) mois est interrompu à compter de la date de notification de ces remarques et reprend à compter de la date de réception desdits documents ou renseignements.

La demande ainsi complétée est réintroduite auprès du wali qui, au terme d'un nouveau délai d'un (1) mois, délivre le permis de construire valable pour tous les ouvrages implantés dans la wilaya.

En tout état de cause, le permis de construire devra intervenir dans le délai maximum de cinq (5) mois qui suit la saisine du wali par le demandeur.

Art. 19. — Pour chaque commune à électrifier et/ou à alimenter en gaz, la réalisation de la partie basse tension pour les ouvrages de distribution d'électricité ou moyenne pression pour les ouvrages de distribution de gaz, est effectuée sur la base de projets de tracés étudiés et arrêtés par le demandeur conjointement avec les services techniques de la wilaya concernée.

A partir desdits tracés, le wali de la wilaya concernée délivre le permis de construire pour les ouvrages implantés dans le territoire de la wilaya, dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de dépôt de la demande.

Art. 20. — La durée de validité du permis de construire est fixée pour une période de cinq (5) ans à partir de la date de délivrance de ce permis.

Son effet est annulé si les travaux ne sont pas achevés dans la période de cinq (5) ans à partir de la date de délivrance du permis de construire de l'ouvrage énergétique en question, ou si les travaux ont été interrompus pour une période d'au moins cinq (5) ans.

Au-delà de cette période de cinq (5) ans une demande de prolongation ou de renouvellement doit être introduite.

CHAPITRE 4

PROCEDURES COMMUNES A L'EXERCICE DES DROITS RATTACHES A LA REALISATION DES OUVRAGES

Art. 21. — La réalisation des ouvrages d'énergie électrique et d'énergie gazière, objet du présent arrêté, bénéficie des servitudes et droits annexes définis au titre XIV de la loi n° 02-01 du 5 février 2002, susvisée.

Art. 22. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 3 Rabie El Aouel 1431 correspondant au 6 février 2010.

Le ministre de l'énergie
et des mines

Youcef YOUSFI

Le ministre de l'habitat
et de l'urbanisme

Noureddine MOUSSA

Le ministre de l'intérieur et des collectivités locales

Dahou Ould KABLIA

- وبمقتضى القانون رقم 08 - 15 المؤرخ في 17 رجب عام 1429 الموافق 20 يوليو سنة 2008 الذي يحدد قواعد مطابقة البناءات وإتمام إنجازها،

- وبمقتضى المرسوم رقم 84 - 105 المؤرخ في 11 شعبان عام 1404 الموافق 12 مايو سنة 1984 والمتعلق بتأسيس محيط لحماية المنشآت والهياكل الأساسية،

- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 10 - 149 المؤرخ في 14 جمادى الثانية عام 1431 الموافق 28 مايو سنة 2010 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 91 - 176 المؤرخ في 14 ذي القعدة عام 1411 الموافق 28 مايو سنة 1991 الذي يحدد كفايات تحضير شهادة التعمير ورخصة التجزئة وشهادة التقسيم ورخصة البناء وشهادة المطابقة ورخصة الهدم وتسليم ذلك، المعدل والمتمّم، لا سيما المادة الأولى منه،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 94 - 247 المؤرخ في 2 ربيع الأول عام 1415 الموافق 10 غشت سنة 1994 الذي يحدد صلاحيات وزير الداخلية والجماعات المحلية،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 04 - 392 المؤرخ في 18 شوال عام 1425 الموافق أول ديسمبر سنة 2004 والمتعلق برخصة شبكة الطرق،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 06 - 198 المؤرخ في 4 جمادى الأولى عام 1427 الموافق 31 مايو سنة 2006 الذي يضبط التنظيم المطبق على المؤسسات المصنفة لحماية البيئة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 06 - 430 المؤرخ في 5 ذي القعدة عام 1427 الموافق 26 نوفمبر سنة 2006 الذي يحدد القواعد التقنية لتصميم شبكة نقل الكهرباء واستغلالها وصيانتها،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 06 - 431 المؤرخ في 5 ذي القعدة عام 1427 الموافق 26 نوفمبر سنة 2006 الذي يحدد القواعد التقنية لتصميم شبكة نقل الغاز واستغلالها وصيانتها،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 07 - 144 المؤرخ في 2 جمادى الأولى عام 1428 الموافق 19 مايو سنة 2007 الذي يحدد قائمة المنشآت المصنفة لحماية البيئة،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 07 - 145 المؤرخ في 2 جمادى الأولى عام 1428 الموافق 19 مايو سنة 2007 الذي يحدد مجال تطبيق ومحتوى وكيفيات المصادقة على دراسة وموجز التأثير على البيئة،

وزارة الطاقة والمناجم

قرار وزاري مشترك مؤرخ في 3 ربيع الأول عام 1432 الموافق 6 فبراير سنة 2011، يتعلق بالإجراءات المطبقة في مجال تحضير رخصة بناء منشآت الطاقة الكهربائية والغازية وتسليمها.

إن وزير الداخلية والجماعات المحلية،

ووزير الطاقة والمناجم،

ووزير السكن والعمران،

- بمقتضى القانون رقم 90 - 08 المؤرخ في 12 رمضان عام 1410 الموافق 7 أبريل سنة 1990 والمتعلق بالبلدية، المتّم،

- وبمقتضى القانون رقم 90 - 09 المؤرخ في 12 رمضان عام 1410 الموافق 7 أبريل سنة 1990 والمتعلق بالولاية، المتّم،

- وبمقتضى القانون رقم 90 - 29 المؤرخ في 14 جمادى الأولى عام 1411 الموافق أول ديسمبر سنة 1990 والمتعلق بالتهيئة والتعمير، المعدل والمتّم،

- وبمقتضى القانون رقم 02 - 01 المؤرخ في 22 ذي القعدة عام 1422 الموافق 5 فبراير سنة 2002 والمتعلق بالكهرباء وتوزيع الغاز بواسطة القنوات،

منشأة نقل الطاقة الكهربائية : كل شبكة لنقل الكهرباء أو جزء منها أو خط مباشر للكهرباء كما هو محدد في المادة 2 من القانون رقم 02 - 01 المؤرخ في 5 فبراير سنة 2002 والمذكور أعلاه،

منشأة توزيع الطاقة الكهربائية : كل شبكة لتوزيع الكهرباء أو جزء منها أو خط مباشر للكهرباء كما هو محدد في المادة 2 من القانون رقم 02 - 01 المؤرخ في 5 فبراير سنة 2002 والمذكور أعلاه،

منشأة نقل الغاز : (لتزويد الشبكة الوطنية) كل شبكة لنقل الغاز بواسطة القنوات أو جزء منها أو قنوات مباشرة لنقل الغاز كما هو محدد في المادة 2 من القانون رقم 02 - 01 المؤرخ في 5 فبراير سنة 2002 والمذكور أعلاه،

منشأة توزيع الغاز بواسطة القنوات : كل شبكة لتوزيع الغاز أو جزء منها أو قناة مباشرة لتوزيع الغاز كما هو محدد في المادة 2 من القانون رقم 02 - 01 المؤرخ في 5 فبراير سنة 2002 والمذكور أعلاه،

محطة غاز البترول المميع : وسيلة لتخزين غاز البترول المميع الموجه لتوزيع الغاز بواسطة القنوات،

محطة ضغط الغاز الطبيعي : كل منشأة صناعية تضغط الغاز الطبيعي بهدف مرور أمثل للتدفقات في قنوات النقل.

الفصل 2

إجراء تحضير رخصة البناء وتسليمها

المادة 3 : يقيد كل بناء أو تغيير منشأة للطاقة الكهربائية أو الغازية بحيازة رخصة بناء، وفقا للتشريع والتنظيم المعمول بهما، لا سيما المادة 52 من القانون رقم 90 - 29 المؤرخ في أول ديسمبر سنة 1990 والمادتان 33 و35 من المرسوم التنفيذي رقم 91 - 176 المؤرخ في 28 مايو سنة 1991 والمذكورين أعلاه.

المادة 4 : تتمثل كفايات تحضير رخصة البناء وتسليمها بالنسبة لمنشأة الطاقة الكهربائية أو الغازية في تلك التي ينص عليها المرسوم التنفيذي رقم 91-176 المؤرخ في 28 مايو سنة 1991 والمذكور أعلاه، وفي أحكام هذا القرار.

يجب إعداد المستندات المكونة لطلب رخصة البناء المحددة في المواد من 6 إلى 11 من هذا القرار والتأشير عليها وفقا لأحكام التشريع والتنظيم المعمول بهما.

المادة 5 : عندما يستدعي الأمر نزع ملكية أو إنشاء ارتفاع للمنفعة العامة أو الاستفادة من شغل أراض مع

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 07 - 266 المؤرخ في 27 شعبان عام 1428 الموافق 9 سبتمبر سنة 2007 الذي يحدد صلاحيات وزير الطاقة والمناجم،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 08 - 189 المؤرخ في 27 جمادى الثانية عام 1429 الموافق أول يوليو سنة 2008 الذي يحدد صلاحيات وزير السكن والعمران،

- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 10 - 138 المؤرخ في 28 جمادى الأولى عام 1431 الموافق 13 مايو سنة 2010 الذي يحدد القواعد التقنية لتصميم واستغلال وصيانة شبكات توزيع الكهرباء والغاز،

- وبمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 13 شعبان عام 1419 الموافق 2 ديسمبر سنة 1998 والمتضمن المصادقة على النظام التقني والأمني لمنشآت توزيع الطاقة الكهربائية،

- وبمقتضى القرار الوزاري المشترك المؤرخ في أول ربيع الثاني عام 1420 الموافق 14 يوليو سنة 1999 والمتضمن المصادقة على النظام التقني والأمني لمنشآت التوزيع العمومي للغاز،

يقررون ما يأتي :

الفصل الأول

الهدف ومجال التطبيق

المادة الأولى : تطبيقا للفقرتين 2 و3 من المادة الأولى من المرسوم التنفيذي رقم 91 - 176 المؤرخ في 14 ذي القعدة عام 1411 الموافق 28 مايو سنة 1991، المعدل والمتمم والمذكور أعلاه، يهدف هذا القرار إلى تحديد الإجراءات المطبقة في مجال تحضير رخصة بناء منشآت الطاقة الكهربائية والغازية وتسليمها الخاضعة للقانون رقم 02 - 01 المؤرخ في 5 فبراير سنة 2002 والمذكور أعلاه.

المادة 2 : يقصد في مفهوم هذا القرار بما يأتي :

منشأة الطاقة الكهربائية و/أو الغازية : كل منشأة لإنتاج الطاقة الكهربائية أو نقلها أو توزيعها و/أو لتوزيع الغاز بواسطة القنوات،

منشأة إنتاج الطاقة الكهربائية : كل منشأة لإنتاج الكهرباء مهما كان مصدرها (بخاري أو مائي ...) أو الطريقة التقنية المستخدمة من أجل الحصول عليها (طاقة شمسية أو طاقة الرياح أو طاقة حرارية باطنية أو نووية ...)،

- مخطط مسار الخطوط الكهربائية على خريطة بالمقياس الملائم (1/50 000 بالنسبة للخطوط الهوائية و 1/10 000 بالنسبة للخطوط الأرضية و 1/200 000 بالنسبة للخطوط الهوائية بالنواحي الجنوبية) وكذا قائمة الولايات التي يتم عبورها،

- بطاقة تقنية،

- وثائق التنقيط : مخطط المقطع الطولي ودفتر

التنقيط،

- مخطط عبور (واد، طريق، سكة حديدية ... إلخ)،

- المخطط المسطح بمقياس 1/2 000 على طول محور المنشأة وعلى عرض 50 مترا من كلا الجانبين، يعده مهندس خبير معتمد، وفقا للتنظيم المعمول به،

- قرار ارتفاع أو كل وثيقة تحل محله (وصل إيداع لملف ارتفاع أو عقد تصريح بمنفعة عمومية)، عند غياب اتفاق بالتراضي مع الملاك والمخصص لهم وذوي الحقوق الآخرين،

- دراسة أو ملخص التأثير على البيئة حسب الحالة.

بالنسبة للمحطات الكهربائية (محطات التحويل ومحطات الترابط) :

- مخطط للموقع،

- بطاقة تقنية،

- مذكرة وصفية،

- مخطط الكتلة،

- رسم بياني وحيد السلك،

- مخطط المباني ومساكن الاستغلال،

- مخطط التطهير،

- ملف الهندسة المدنية،

- محضر اختيار القطعة الأرضية،

- عقد التخصيص أو التسليم أو الاقتناء أو احتمالا نسخة من قرار نزع الملكية،

- مخطط يضبط حدود محيط الحماية، وفقا للتنظيم المعمول به.

المادة 9 : بالنسبة لمنشآت توزيع الطاقة الكهربائية (خطوط كهربائية ومحطات التحويل) يرفق طلب رخصة البناء بملف يتألف من المستندات الآتية :

الحقوق التابعة لها لبناء منشأة، يرسل ملف الطلب المناسب إلى الوالي المختص إقليميا، إذا لم يحصل اتفاق بالتراضي بين المتعامل والأشخاص المعنيين.

في هذه الحالة، يسلم الوالي القرارات الخاصة، وذلك طبقا للشروط والأشكال، التي تنص عليها القوانين والتنظيمات المعمول بها، وفي الأجل المحددة، والقرارات المتعلقة بها.

المادة 6 : يجب أن تتم صياغة طلب رخصة البناء والتوقيع عليه من قبل المالك أو المتعامل أو وكيله، طبقا للتنظيم المعمول به.

المادة 7 : بالنسبة لمنشآت إنتاج الكهرباء، يرفق طلب رخصة البناء بملف يحتوي على المستندات الآتية :

- رخصة استغلال - مسبقة لأي بناء - تسلمها لجنة ضبط الكهرباء والغاز، وفقا للتنظيم المعمول به،

- مستخرج من خريطة الناحية التي يجب أن يكون بها موقع المنشأة، بمقياس 1/50 000 أو 1/200 000،

- مخطط مختصر للمكان والمنشآت المتوقعة تبين عليه الارتفاقات المحتملة والمنشآت الصناعية والمنشآت الأخرى المجاورة وذلك بمقياس 1/2 000 أو 1/5 000،

- مذكرة وصفية تبين الترتيب الرئيسي للمنشآت ذات الأهمية الكبيرة مع التعديلات التقنية،

- مخطط كتلة المبنى والتهيئة بمقياس 1/200 أو 1/500،

- مخططات بمقياس 1/50 للتوزيعات الداخلية لمختلف مستويات المبنى،

- بطاقة تقنية،

- عقد الملكية أو مقرر تخصيص القطعة الأرضية،

- دراسة التأثير على البيئة المؤشر والموافق عليها من قبل المصالح المختصة للوزارة المكلفة بالبيئة،

- دراسة الخطر المؤشر والموافق عليها من قبل مصالح الحماية المدنية المختصة إقليميا.

المادة 8 : بالنسبة لمنشآت نقل الطاقة الكهربائية، يرفق طلب رخصة البناء بملف يحتوي، حسب الحالة، على المستندات الآتية :

بالنسبة لخطوط نقل الكهرباء الهوائية والأرضية، بالجهد العالي :

- مذكرة وصفية توضح خصائص المنشأة،

- مخطط يحدد حدود محيط الحماية وفقا للتنظيم المعمول به،

- قرار ارتفاع أو كل وثيقة تحل محله مثل وصل إيداع ملف ارتفاع أو عقد تصريح بمنفعة عمومية في غياب اتفاق بالتراضي مع الملاك والمخصص لهم وذوي الحقوق،

- دراسة التأثير على البيئة بالنسبة للمنشآت والتجهيزات التي تخضع لها،

- دراسة الخطر عند الاقتضاء.

المادة 11 : بالنسبة لمنشآت توزيع الغاز بواسطة القنوات والمنشآت التابعة لها يجب أن يرفق طلب رخصة البناء بملف يحتوي على المستندات الآتية :

- مخطط للشبكة يبين مسار القناة أو القنوات،

- بطاقة للخصائص التقنية للشبكة.

المادة 12 : يرفق طلب رخصة البناء المتعلقة بمحطة ثابتة لضغط الغاز أو محطة لغاز البترول المميع، بملف يحتوي، حسب الحالة، على المستندات الآتية :

بالنسبة لمحطة ضغط الغاز ومحطة فان البترول المميع :

- مخطط للموقع،

- مخطط الكتلة،

- بطاقة تقنية،

- المخططات المفصلة للأنايب والمنشآت الكهربائية،

- وصف لأنظمة الأمن،

- مخطط المباني ومساكن الاستغلال،

- مخطط التطهير،

- عقد التخصيص أو التسليم أو الاقتناء أو احتمالا نسخة من قرار نزع الملكية،

- مخطط يحدد حدود محيط الحماية وفقا للتنظيم المعمول به،

- دراسة التأثير على البيئة مؤشر وموافق عليها من قبل المصالح المختصة للوزارة المكلفة بالبيئة،

- دراسة الخطر مؤشر وموافق عليها من قبل مصالح الحماية المدنية المختصة إقليميا،

- مخطط الشبكة المضادة للحريق، موافق عليه من قبل مصالح الحماية المدنية المختصة إقليميا.

بالنسبة للمخطوط الكهربائية :

- مذكرة وصفية،

- مخطط الموقع،

- مخطط الكتلة بالمقياس الملائم،

- مخطط المسار،

- دفتر التنقيط.

بالنسبة للمحطات الكهربائية :

- مذكرة وصفية،

- مخطط الموقع،

- مخطط الكتلة بالمقياس الملائم،

- رسم بياني وحيد السلك.

لا تطبق الكيفيات المحددة في هذه المادة على منشآت توزيع الطاقة الكهربائية المحتواة في برامج الكهرباء التي تقرها الدولة والتي تخضع للإجراءات الخاصة المفصلة في المواد 16 و 17 و 18 و 19 و 20 من هذا القرار.

المادة 10 : بالنسبة لمنشآت نقل الغاز الموجه

للسوق الوطنية، يرفق طلب رخصة البناء المتعلقة بالقنوات و/أو المنشآت التابعة لها بالضغط العالي (محطات خفض ضغط الغاز وغيرها)، بملف يحتوي على المستندات الآتية :

- مذكرة وصفية تدقق خصائص المنشأة،

- خريطة عامة للمسار،

- مخطط لمسار قنوات الغاز على خريطة بمقياس

1/50 000 بالنسبة للشمال وبمقياس 1/100 000 أو

بمقياس 1/200 000 بالنسبة للجنوب وكذا قائمة

الولايات التي يعبرها المسار،

- بطاقة تقنية،

- منظر على سطح،

- مخطط المقطع الطولي،

- مخططات العبور (واد، طريق، سكة حديدية ...

إلخ)،

- الرسم البياني الذي يمثل ما تتألف منه المنشأة،

- مخطط موقع المنشآت التابعة،

- جدول تجزيئي للأماكن التي يتم عبورها،

- رسم بياني لإنشاء نظام الأمن في حالة وجوده،

المادة 17 : يرسل الوالي المختص إقليميا، طلب رخصة بناء تكون صالحة بالنسبة لمجموع منشآت توزيع الكهرباء ونقل الغاز وتوزيعه، المقررة للولاية بالنسبة للبرنامج المعني.

يرفق الطلب بما يأتي :

- مخطط للموقع يحتوي على كل المنشآت المتوقع بناؤها،

- جدول للمعلومات المادية والمالية المتعلقة بالمنشآت المتوقع بناؤها.

المادة 18 : يمنح الوالي أجل أربعة (4) أشهر للتحقيق في الطلب. يتعين على الوالي إما تسليم رخصة البناء وإما إخطار صاحب الطلب بملاحظاته وإما دعوته إلى إدخال تعديلات.

عندما يستلزم ملف طلب رخصة البناء وثائق أو معلومات تكميلية لم تتوفر أو تعديلات ضرورية، يتم توقيف مهلة أربعة (4) أشهر ابتداء من تاريخ تبليغ هذه الملاحظات وتستأنف انطلاقا من تاريخ استلام الوثائق المذكورة أو المعلومات.

يعاد إدراج الطلب المستكمل لدى الوالي الذي يسلم رخصة البناء الصالحة لكل المنشآت الواقعة بالولاية، عند انتهاء أجل جديد يقدر بشهر (1) واحد.

في كل الأحوال، يجب أن تسلم رخصة البناء خلال أجل أقصاه خمسة (5) أشهر منذ إخطار الوالي من قبل صاحب الطلب.

المادة 19 : يتم إنجاز جزء الجهد المنخفض من منشآت توزيع الكهرباء أو جزء الضغط المتوسط من منشآت توزيع الغاز، على أساس مشاريع المسارات التي تمت دراستها وتحديدها من طرف صاحب الطلب والمصالح التقنية للولاية المعنية على السواء وذلك بالنسبة لكل بلدية يتوقع تزويدها بالكهرباء و/أو بالغاز.

يسلم والي الولاية المعنية رخصة البناء بالنسبة للمنشآت الواقعة في إقليم الولاية خلال أجل شهرين (2) ابتداء من تاريخ إيداع الطلب وذلك انطلاقا من المسارات المذكورة.

المادة 20 : تحدد مدة صلاحية رخصة البناء بخمس (5) سنوات ابتداء من تاريخ تسليم هذه الرخصة.

يلغى مفعولها إذا لم تكمل الأشغال خلال مدة خمس (5) سنوات ابتداء من تاريخ تسليم رخصة بناء المنشأة الطاقوية المعنية أو إذا توقفت الأشغال لمدة خمس (5) سنوات على الأقل.

بالنسبة لمحة غاز البترول المميع : إضافة إلى كل هذا، يحتوي الملف على :
- مخطط لمناطق الأمن.

المادة 13 : يرسل طلب رخصة البناء والملفات التابعة له في ثماني (8) نسخ إلى الوالي المختص إقليميا بالمكان المتوقع لوضع المنشأة.

يرسل الوالي، الذي يتم إخطاره، الطلب لمصالح الدولة المكلفة بالعمران على مستوى الولاية من أجل التحقيق فيها والاستشارة وفقا للأحكام التشريعية والتنظيمية المعمول بها.

تجمع مصالح الدولة المكلفة بالعمران الموافقات والآراء لدى الإدارات والمصالح والهيئات المؤهلة التي تحدد قائمتها عن طريق التنظيم، وفقا للأحكام التشريعية والتنظيمية المعمول بها.

عند احتمال عبور المنشأة لإقليم عدة ولايات، تطبق الإجراءات المذكورة أعلاه، تزامنا، على مستوى كل ولاية معنية.

تحدد مدة صلاحية رخصة البناء بخمس (5) سنوات، وفقا للأحكام التنظيمية المعمول بها.

المادة 14 : لا تخضع لإجراءات تحضير رخصة البناء وتسليمها الأشغال والتدخلات على شبكات التوزيع المتعلقة بما يأتي :

- تعديلات المنشآت القائمة وتمديداتها،
- الوصلات البسيطة،

- كل إنجازات المنشآت التي تقل المساحة الأرضية لإنشائها عن مترين مربعين (2 م²).

المادة 15 : تؤدي الأشغال والتدخلات الأخرى (خطوط الجهد المتوسط والجهد المنخفض وقنوات الغاز بالضغط المتوسط والضغط المنخفض إلخ...) في الطريق العمومي، إلى تسليم رخصة شبكة الطرق من قبل مصالح المجلس الشعبي البلدي المختص إقليميا.

الفصل 3

الإجراء الخاص المطبق على البرامج التي تقرها الدولة في مجال الكهرباء ونقل الغاز وتوزيعه

المادة 16 : يتم بناء منشآت توزيع الكهرباء و/أو نقل وتوزيع الغاز بواسطة القنوات، التي تدخل في إطار برنامج تطوير شبكات الكهرباء والتوزيع العمومي للغاز بواسطة القنوات، على أساس رخصة بناء يسلمها الوالي المعني، حسب الشروط المحددة أدناه.

بعد مرور مدة خمس (5) سنوات، يجب تقديم طلب تجديد الرخصة أو تمديدها.

الفصل 4

الإجراءات المشتركة لممارسة الحقوق المرتبطة بإنجاز المنشآت

المادة 21: يستفيد إنجاز منشآت الطاقة الكهربائية والطاقة الغازية، موضوع هذا القرار، من الارتفاقات والحقوق التابعة المحددة في الباب الرابع عشر من القانون رقم 02 - 01 المؤرخ في 5 فبراير سنة 2002 والمذكور أعلاه.

المادة 22: ينشر هذا القرار في الجريدة الرسمية للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية.
حرر بالجزائر في 3 ربيع الأول عام 1431 الموافق 6 فبراير سنة 2010.

وزير السكن والعمران نور الدين موسى	وزير الطاقة والمناجم يوسف يوسف
--	--------------------------------------

وزير الداخلية والجماعات المحلية
دحو ولد قابلية